



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/233
17 septembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE

Quarante-cinquième session

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION ADDITIONNELLE A
L'ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-CINQUIEME SESSION

L'AGRESSION IRAQUIENNE ET LE MAINTIEN DE L'OCCUPATION DU
KOWEIT EN VIOLATION FLAGRANTE DES RESOLUTIONS DU CONSEIL
DE SECURITE

Lettre datée du 17 septembre 1990, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Koweït auprès de
l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander, conformément à l'article 15 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'inscription d'une question additionnelle à l'ordre du jour de la quarante-cinquième session, intitulée "L'agression iraquienne et le maintien de l'occupation du Koweït en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité".

Conformément à l'article 20 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, un mémoire explicatif concernant cette demande est joint en annexe à la présente lettre.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mohammad A. ABULHASAN

ANNEXE

Mémoire explicatif

1. L'agression criminelle commise le 2 août par l'Iraq contre le Koweït est une sombre page dans l'histoire de l'humanité. La communauté internationale a réagi promptement en condamnant à l'unanimité cette violation flagrante de la Charte et des règles de conduite entre les nations. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 660 (1990), a exigé le retrait immédiat et inconditionnel des forces irakiennes du Koweït.
2. Au mépris de la volonté internationale et contrairement à ce qu'il a affirmé publiquement, l'Iraq a continué d'accroître sa puissance militaire au Koweït, occupé le territoire et massé ses forces le long de la frontière sud du Koweït. Le Conseil de sécurité a réagi clairement et sans équivoque en décidant dans sa résolution 661 (1990) d'imposer une série de sanctions obligatoires à l'encontre de l'Iraq.
3. Bien que la communauté internationale ait exigé fermement et unanimement, le 2 août, le retour au statu quo ante, l'Iraq a voulu effacer l'identité du Koweït en proclamant son annexion. Cette action illégale et sans précédent contre un autre Etat Membre a été condamnée et déclarée nulle et non avenue dans la résolution 662 (1990) du Conseil de sécurité.
4. Voulant faire accepter au monde sa décision d'annexer le Koweït, le régime iraquien a décrété la fermeture des ambassades étrangères accréditées au Koweït, restreint les déplacements des diplomates étrangers et leurs contacts avec des ressortissants de leur pays, et a obligé ces derniers à abandonner leur poste en les privant des services essentiels.
5. Maintenant sans relâche son emprise sur le Koweït, le régime iraquien s'est servi des ressortissants d'Etats tiers comme de pions sur un échiquier. Cette attitude sans précédent dans les relations entre les Etats a provoqué l'indignation générale. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution 664 (1990), a exigé que l'Iraq laisse partir tous les ressortissants d'Etats tiers.
6. Devant le refus de l'Iraq de se conformer à ses précédentes résolutions, le Conseil de sécurité s'est vu obligé de demander aux Etats Membres d'assurer l'application de sa décision relative à l'imposition des sanctions en adoptant la résolution 665 (1990).
7. Le tollé général soulevé par l'agression de l'Iraq et le maintien de son occupation du Koweït nécessite l'inscription, à l'ordre du jour de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, de la question intitulée "L'agression iraquienne et le maintien de l'occupation du Koweït en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité", ainsi que son examen en séance plénière à titre prioritaire.
